

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAÎT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

MERCREDI 19 NOVEMBRE 1975

LE PREFET AUROUSSEAU UN NOUVEAU DEFENSEUR DE L'ORDRE COLONIAL EN GUADELOUPE.

Le samedi 15 novembre, le nouveau préfet de la Guadeloupe M. Jean Claude AUROUSSEAU est arrivé en Guadeloupe accompagné de son directeur de cabinet qui n'est autre qu'un ancien inspecteur de police.

Bien sûr ce nouveau représentant et défenseur de l'ordre colonial a été accueilli avec tout le cirque habituel. Tous les supports militaires et administratifs du pouvoir colonial en Guadeloupe sont allés le accueillir à l'aéroport du Raizet.

Et le sol de la Guadeloupe à peine foulé, que ce représentant de Giscard et de Chirac commençait sa distribution de promesses. Il est ici selon lui pour "continuer le développement économique" en clair continuer l'oeuvre de ses prédécesseurs. Il faudrait plutôt dire continuer le sous-développement, car Brunon, Lecornec et autres n'ont su que faire accroître le nombre des chômeurs par la fermeture des usines (Bonne-Mère, Ste Marthe etc..) et accroître la richesse des grosses sociétés françaises installées ici.

En fait il n'y a guère d'illusions à se faire sur ce fera Arousseau. Lui même nous prévient en nous déclarant qu'il a pour mission d'appliquer le plan de Stirn le secrétaire d'état aux DOM TOM dont tout un chacun sait la prodigalité... en bonnes paroles. Il prétend même avoir rencontré Giscard d'Estaing en personne qui lui a parlé de son dada : "la départementalisation économique".

Dans le nouveau style Giscardien, le préfet désire prendre contact avec les forces vives du département et demande l'aide de tous. Cela c'est pour la galerie car on ne voit pas M. Arousseau convoquer les 30 à 50 000 chômeurs pour leur demander leur avis sur ce qu'il faudrait faire en priorité, ni convoquer des délégations de travailleurs pour leur demander leur avis. Il convoquera plutôt les capitalistes et autres exploités car on fait ce Monsieur est ici pour permettre aux riches de continuer à s'enrichir sur le dos des pauvres et de tous les exploités. En clair perpétuer l'ordre colonial aux Antilles...

FORT DE FRANCE LE PPM ET LE PLANNING FAMILIAL

Dans son numéro du 5 novembre 75, le Progressiste, dans sa chronique "notre Martinique nation en péril" s'inquiète d'une certaine dénatalité qui se fait sentir depuis quelque temps en Martinique. Et il propose de mettre un cran d'arrêt à la politique de planning familial de stérilisation systématique de nos mères et de nos soeurs".

En posant le problème de cette façon, le PPM (Parti progressiste Martiniquais) ne résout absolument rien, et, au contraire entretient la plus grande confusion autour de cette question. La position du PPM l'entraîne à prendre parti contre le planning familial, rejoignant sur ce point les plus réactionnaires des hommes et partis politiques de droite.

En définitive il ne s'agit pas tant d'être pour ou contre le planning familial que d'être pour le libre choix des femmes à disposer de leur corps comme elles l'entendent, à avoir des enfants ou pas. La bourgeoisie a accepté le principe du planning mais en réalité à cause de sa société barbare et de son incapacité à satisfaire les besoins de la population, elle ne laisse

se bien souvent aucun choix à ses victimes, les femmes, qui souvent sont contraintes d'avorter parce qu'elles ne peuvent nourrir une bouche supplémentaire.

Mais, refuser le planning familial comme le fait le PPM c'est encore ne laisser aucun choix aux femmes de vouloir ou non un enfant.

Par contre ce que nous devons dénoncer, est le fait que dans les pays sous-développés et en particulier aux Antilles, pour toute solution au problème du chômage, de la misère et du sous-développement, le colonialisme n'ait trouvé comme seul remède que celui de la réduction de la population par le biais de la contraception et des avortements. C'est cela qu'il faut dénoncer, et non pas le planning en lui-même, car, malgré l'utilisation réactionnaire qu'en veut faire le gouvernement colonialiste, ce droit n'en représente pas moins un progrès, et, la possibilité pour les femmes malgré toutes les imperfections, de choisir leur maternité et non de la subir.

MARTINIQUE AU LYCEE DE TRINITE, LE PROVISEUR ATTAQUE LES ANTICOLONIALISTES.

C'est parmi les chefs d'établissement scolaire que le colonialisme recrute bon nombre de ses valets les plus fidèles chargés d'effectuer une surveillance policière sur enseignants et élèves. Ils ne veulent pas tolérer les opinions de gauche dans les établissements qu'ils considèrent comme leur propriété privée.

Tel est le cas du proviseur du Lycée de Trinité. On se souvient qu'il avait appelé lui-même les gardes mobiles pour envahir la cité scolaire lors de grève de janvier 74, tout cela pour, selon ses dires, "protéger les élèves". Aujourd'hui il récidive. Le voici qui part en guerre fougueusement contre un surveillant, militant par ailleurs du GRS. Le proviseur n'a rien d'autre à lui reprocher que d'être un anticolonialiste. Il veut tout simplement le mettre à la porte. Telle n'est pas la pensée des enseignants qui se tiennent prêts à réagir.

ETZOL PREND LE BON WAGON

Mardi matin, une certaine effervescence régnait à la rue Nozières. Deux grandes banderolles : "aidons le président" et "adhérez aux républicains indépendants" barraient la rue, et au 55, de nombreux drapeaux Français étaient suspendus au balcon. C'est que, les républicains indépendants de la Guadeloupe inauguraient leur permanence après avoir élu Etzol à la tête du mouvement pour la Guadeloupe.

Etzol, est maire de Grand-Bourg (Marie-Galante) il est médecin et possède une grande clinique dans l'île. Il est en outre l'homme de toutes les manoeuvres électorales, de toutes les combines, de tous les coups bas en coulisse. C'est aussi celui qui, vire de gauche à droite selon ses intérêts personnels et financiers. Il sait choisir à chaque fois le bon wagon : aujourd'hui Giscardien ; demain Mitterrandiste, il le serait tout aussi à l'aise. Voilà donc encore un jeune de l'équipe à Giscard qui "monte"... mais plus dure sera la chute... !

LES ETUDIANTS EN LUTTE

Lundi, les étudiants en lettres et en science ont déclenché un mouvement de grève pour protester contre les mauvaises conditions d'hébergement dont ils sont victimes dès les premiers jours de la rentrée.

En effet, dans la résidence universitaire de Fouillole on ne compte que 150 chambres alors que près de 350 étudiants demandent à bénéficier d'un logement. Signalons que beaucoup d'étudiants viennent de la Martinique et, de ce fait sont placés dans des conditions d'habitat très précaires. Beaucoup sont obligés de louer des chambres en ville ou une pension à un prix très élevé.

Ils ont raison de se battre, car il est inadmissible que, alors qu'une soi-disant cité vient d'être construite à grand renfort de propagande d'ailleurs, dès la rentrée se pose un problème d'hébergement. En définitive, rien n'a été réglé, et les problèmes que connaissent maintenant les étudiants sont ceux que connaissaient déjà leurs aînés, il y a 8 ou 10 ans, au moment où l'on parlait de créer ici une cité universitaire.

Aujourd'hui, la cité est construite, mais petitement, mesquinement, comme tout ce que fait le colonialisme.

Pour des économies de bouts de chandelle, le gouvernement colonial a préféré construire un campus dont la capacité d'accueil est minable, dérisoire.

Le droit à poursuivre correctement leurs études, et dans les meilleures conditions possibles est un droit pour lequel les étudiants antillo-guyanais doivent poursuivre le combat.

A l'institut Vizios, les étudiants sont toujours en grève. Ils réclament un emplacement pour la faculté de droit et de sciences économiques sur le campus de Fouillole, et n'entendent pas reprendre les cours sans en avoir l'assurance.

Il devient en effet impossible d'assurer convenablement les cours à l'institut Vizios. Les locaux sont exigus et vétustes au point de devenir un véritable danger. De plus, la mauvaise volonté manifeste de l'administration coloniale de vouloir inclure Vizios à Fouillole dénote la manœuvre de vouloir bel et bien supprimer l'institut Vizios de la Guadeloupe.

Depuis le 12 novembre, jour de la rentrée, Vizios est donc paralysé. Etudiants et enseignants restent déterminés à poursuivre le combat jusqu'à pleine satisfaction de leurs revendications.

la conférence de Rambouillet

La conférence économique de Rambouillet convoquée par Giscard d'Estaing s'est achevée le lundi 17. Pendant trois jours, (les travaux ont commencé samedi), les chefs d'Etat et premiers ministres des six pays les plus riches du monde (Etats-Unis, Allemagne, Japon, France, Angleterre et Italie) se sont paraît-il concertés sur la façon de résoudre la crise économique mondiale. Car maintenant plus personne ne le conteste, le monde s'installe de plus en plus dans la crise. A cet égard, le nombre total de chômeurs que comptent officiellement les pays en question, 15 millions est très éloquent ainsi que le niveau de l'inflation qui dépasse chez certains 20 %.

Et tout un chacun de proposer une solution de son crû. Pour Giscard, le remède à tous ces maux c'est le retour aux parités fixes (et pan dans la figure de Ford et des Américains qui font flotter le dollar et tirent des avantages considérables de ce flottenent de leur monnaie).

Pour Ford, il s'agit avant tout de lutter contre l'inflation. Il faudra, dit-il, "plus d'emplois, moins de chômage, etc..." Ce que tout un chacun sait déjà, d'ailleurs.

En fait, encore une fois cette Nième conférence entre Grands ne résoudra rien.

Et pour amuser la galerie on insistera sur la "remarquable convergence des points de vue sur l'analyse de la situation en 1975 et les prévisions pour 1976", sur la nécessité du retour aux parités fixes. Mais, de toutes façons, dans ce monde capitaliste, chacun essaie de tirer la couverture de son côté au détriment des autres. Il n'y a pas de solution capitaliste à la crise. La seule solution est celle des travailleurs qui pour cela doivent débarrasser l'humanité des profiteurs et organiser l'économie mondiale dans l'intérêt des exploités.

la crise s'approfondit

A Lisbonne le dimanche 16 novembre à l'appel du parti communiste portugais et de l'extrême-gauche, plus de 100.000 personnes ont manifesté dans les rues. Après la victoire des ouvriers du Bâtiment qui en séquestrant les députés et le premier ministre De Azevedo avaient contraint celui-ci à leur accorder 47% d'augmentation de salaire la semaine dernière, cette manifestation de force des travailleurs a de quoi inquiéter sérieusement ceux qui craignent avant tout le monde du travail.

Mais fort malheureusement, ceux en qui les travailleurs mettent leur confiance n'en sont pas dignes, car ils n'offrent à ces derniers aucune perspective claire.

Le parti communiste qui a organisé la manifestation de dimanche avec pour mots d'ordre "A bas de Azevedo", "Expulsion du PPD du gouvernement", et réclame le retour de Vasco Gonçalves à la tête du gouvernement montre, malgré le déploiement de forces, les limites de sa politique. Il demande aux travailleurs de se mettre à la traîne d'une fraction du MFA qui, fût-elle de gauche, n'en défend pas moins les intérêts généraux de la bourgeoisie portugaise.

Le parti socialiste qui bénéficie de la plus grande popularité veut surtout l'instauration d'un régime parlementaire à l'anglaise ou à la française.

Quant à l'extrême-gauche, pour le moment elle n'offre rien de sérieux aux travailleurs c'est-à-dire un programme qui permettra de les regrouper tous dans une politique et un parti uniques, pour aller de l'avant.

Le temps presse, car en face la réaction commence à lever la tête.

U.S.A. :

"LA CHASSE AUX SORCIÈRES" CONTINUE

Angela Davis, militante communiste noire qui est professeur de philosophie, venait d'obtenir un poste à l'université de Claremont, en Californie.

Mais cette nomination a provoqué des remous considérables : le directeur du département d'études noires qui l'avait engagé vient de se faire renvoyer. Les autorités universitaires tentent de refuser l'attribution du poste, bien que le contrat soit déjà signé. Divers organismes privés qui financent l'université ont menacé d'arrêter leurs subventions.

On le voit, aux Etats-Unis, le racisme et la "chasse aux sorcières" contre les communistes n'ont pas fini de sévir.

COMBAT OUVRIER EN VENTE DANS LES BOUTIQUES

- DEUX FOIS PAR SEMAINE DANS TOUTES LES COMMUNES EN GUADELOUPE
- EN VENTE A FORT DE FRANCE

MARTINIQUE

FRANCE ANTILLES, TOUJOURS

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Pour une fois, il n'y a pas eu dans France-Antilles, à l'occasion d'un vol de qualificatifs injurieux ni de demande de prison ferme pour les trois auteurs de ce vol. On s'en doutait : ce sont des Français.

Alors que pour le moindre larcin commis par des jeunes de 14 et 15 ans l'on voit de véritables appels à la prison, ici, on relate laconiquement les faits et la remise en liberté des inculpés.

Alors que les plaisanteries d'un goût douteux accompagnent l'arrestation de quelques jeunes chômeurs, ici pas de mépris.

Ainsi France-Antilles montre clairement dans quel camp il se trouve.

Directeur de publication : M-E ZAZOR
Commission paritaire : N°51728
Roué du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
7ème supplément au mensuel N° 54.